Camille Dupuy, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res publica », 2016

Ivan Chupin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/8371>

DOI : 10.4000/travailemloi.8371

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 129-132

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Ivan Chupin, « Camille Dupuy, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser* », *Travail et Emploi* [En ligne], 154 | avril-juin 2018, mis en ligne le 11 juillet 2019, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/8371> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.8371>

Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser

Camille Dupuy

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res publica », 2016, 197 p.

*Lu par Ivan Chupin**

Le livre de Camille Dupuy est une version retravaillée de sa thèse de doctorat de sociologie soutenue en 2013¹. L'ouvrage se compose de six chapitres, qui correspondent aux deux temps de la démonstration qui y est développée. Au niveau général, l'auteure entend renouveler le regard sociologique sur les journalistes en les considérant à partir de leur position de salarié dans les entreprises d'un secteur économique en crise (p. 10 et p. 179).

Tout d'abord, l'auteure insiste sur ce qui réunit les journalistes au sein d'une même profession. S'appuyant sur des travaux d'histoire de la presse et de sociologie du journalisme, elle rappelle le passage d'un métier indépendant d'écrivain vers une position de salarié dès la fin du XIX^e siècle, passage consacré par la loi du 29 mars 1935, qui permet aux journalistes de bénéficier d'un statut professionnel. Or cette « condition salariale s'avère plus protectrice que le statut de l'indépendant bien qu'elle demeure contradictoire avec l'autonomie professionnelle du journaliste » (p. 24). Cette tension, que l'auteure relève entre la subordination induite par le salariat et l'autonomie requise par l'activité journalistique, constitue un fil rouge de l'ouvrage.

La profession de journaliste s'organise autour d'un syndicalisme spécifique, puisqu'il s'agit d'un syndicalisme catégoriel dans le cadre du Syndicat national des journalistes (SNJ) fondé en mars 1918. Ce syndicat joue un rôle dominant (p. 51) au sein des différentes instances paritaires qui structurent et définissent les frontières de la profession, notamment la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels. Du point de vue du syndicalisme de métier, signale C. Dupuy, cette profession se rapproche d'autres professions, comme les pilotes de ligne ou les architectes. L'auteure livre quelques pages (p. 31 et suivantes) sur ses propres observations

* Laboratoire Printemps, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

1. Dupuy C (2013)., *Dynamiques professionnelles et salariales des journalistes*, thèse pour l'obtention du doctorat de sociologie, ENS Cachan.

de la Commission supérieure de la carte d'identité², qui gère les appels concernant l'attribution de la carte professionnelle³. Elle insiste alors sur le rôle normatif de cette commission dans la définition des frontières symboliques et matérielles du métier. Ce syndicalisme de métier fait face, à partir de 2006, à de nouvelles concurrences de la part d'associations telles que l'Association de préfiguration d'un conseil de presse⁴.

Ces collectifs tentent d'accaparer les questions éthiques traitées par les syndicats. L'auteure rappelle dans un troisième chapitre que cette apparition de concurrents du syndicalisme est plus ancienne : elle débute dès la fin des années 1960. Cette époque est marquée par l'essor des sociétés de rédacteurs et de journalistes, qui constituent autant de manières de revendiquer une indépendance éthique, de renforcer le pouvoir des journalistes dans l'entreprise au travers de leur prise de participation financière.

Une série de trois monographies est exposée dans un second temps, qui comprend les chapitres 4 à 6. Elle donne à voir l'organisation du système de relations professionnelles dans des entreprises très différentes. C. Dupuy s'interroge sur la manière dont les journalistes parviennent à préserver leur « autonomie rédactionnelle » au sein de ces structures.

Tout d'abord, elle insiste dans le chapitre 4 sur les oppositions au sein de l'Agence France-Presse (AFP). Elle montre comment les journalistes ont fait échouer, tout au long des années 2000, plusieurs réformes du statut de leur agence⁵ ayant pour but d'opposer à leur « autonomie rédactionnelle » une nouvelle « autonomie financière » appuyée sur la transformation du statut et de la gestion, afin d'y associer des partenaires privés. Ces tentatives échouent face à la mobilisation collective des agenciers (front commun impliquant une intersyndicale), à l'association de plusieurs sociétés de journalistes au sein de l'organisation et à la constitution d'un groupe de pression tourné vers les pouvoirs publics (p. 127).

Dans le chapitre 5, C. Dupuy étudie la recapitalisation du groupe *Le Monde* : la défense de « l'autonomie rédactionnelle » passe ici par la sélection des financeurs. La société des rédacteurs joue un rôle important dans l'audition des différents candidats au financement et pèse dans le choix final de retenir l'offre présentée par Xavier Niel, Pierre Bergé et Matthieu Pigasse, jugée la moins destructrice socialement. Cette capacité d'influence découle de la double position spécifique des journalistes du *Monde*, à la fois salariés et actionnaires.

2. Il s'agit d'une commission spéciale au sein de la Commission de la carte. Elle est composée majoritairement de magistrats (un conseiller à la Cour de cassation en qualité de président et deux magistrats de la cour d'appel de Paris). Viennent s'y ajouter un commissaire journaliste et un commissaire employeur.

3. Lorsque cette instance ne parvient pas à régler le conflit, c'est au tribunal administratif et au Conseil d'État qu'il revient de trancher.

4. Cette association a pour but de préparer la création d'un Conseil de presse, outil de régulation de l'activité journalistique et instance de médiation entre la presse et le public. De tels conseils existent depuis 1916 en Suède, 1953 en Grande-Bretagne et 1973 au Québec.

5. Le statut date de 1957. Il institue une agence très particulière sans actionnaires, sans capital et dont le budget doit être équilibré, une partie des fonds provenant de la vente de ses contenus aux clients et une autre partie de l'État qui reste le premier financeur.

Enfin, le chapitre 6 revient sur le cas du *Monde interactif*. C. Dupuy y montre comment les journalistes cherchent à préserver leur « autonomie rédactionnelle » en jouant cette fois-ci sur la technique. Ils s'investissent notamment dans des groupes internes de réflexion visant à s'approprier au mieux les nouveaux outils informatiques.

Sur le plan du matériau empirique, le travail fourni est d'envergure. L'auteure mobilise plus de 80 entretiens, des observations réalisées au sein de la Commission supérieure de la carte et du *Monde interactif*, l'analyse de nombreux comptes rendus de réunions de comité d'entreprise, ainsi que des archives personnelles de deux fondateurs de sociétés de journalistes (Jean Schwoebel et Denis Périer-Daville). Des codages ont aussi été réalisés à partir des bulletins du Syndicat national des journalistes et de 71 communiqués du SNJ-CGT. Quelque 50 arrêts du Conseil d'État pris sur la carte de presse de 1972 à 2007 ont été décortiqués. Malheureusement, on en sait peu à la lecture sur les conditions qui ont conduit l'auteure à accéder à ces terrains et à retenir telle entreprise plutôt que telle autre. Par ailleurs, elle mobilise peu, dans le livre, les résultats de ses observations propres, sans doute en raison des contraintes de place⁶.

L'intérêt du travail de C. Dupuy est de rappeler qu'une profession n'est pas construite à l'avance. Même en tant qu'institution (syndicats reconnus, Commission de la carte), la profession de journaliste fait face à d'importantes remises en cause, telles que les croisades morales d'une fraction de journalistes cherchant à prescrire une déontologie, comme l'Association pour la préfiguration d'un conseil de presse. La plongée dans les négociations collectives grâce aux monographies est riche d'enseignements, mais on regrette que l'auteure n'aille pas au bout de leur analyse. Par exemple, dans le cas des négociations au sein de l'AFP, les ressources dont disposent les dirigeants de l'Agence ne sont pas analysées⁷. Ainsi, les raisons qui conduisent en fin de compte à l'échec répété des changements du statut ne sont interprétées que de manière internaliste. Ce faisant, l'auteure fait sienne l'illusion d'une posture héroïque des acteurs : « la mobilisation des salariés y est suffisamment forte pour que les réformes requièrent leur consentement » (p. 182). À la lecture, on saisit mal, également, qui sont socialement les syndicalistes interrogés et la manière dont leurs socialisations, leurs parcours pourraient influencer sur leurs pratiques de négociation⁸ et leurs éventuels (in)succès dans ce domaine.

Dans la monographie consacrée au *Monde*, on peut s'étonner de ne pas voir présent tout un ensemble d'intermédiaires comme des banquiers-conseil⁹, qui ont œuvré dans le processus de recapitalisation en 2010. La focale reste encore trop centrée sur les syndicats et sur la société des rédacteurs. Globalement, il est dommage que C. Dupuy ne se soit pas risquée à avancer une théorisation plus générale à partir de ces trois cas, sur les conditions dans lesquelles l'autonomie rédactionnelle peut ou non se voir maintenue.

6. L'apport des observations dans le cadre du *Monde interactif* reste très peu explicité dans le chapitre 6.

7. Tout au plus est-il mentionné qu'ils sont le plus souvent énarques.

8. Cette impression est encore renforcée par l'anonymat que l'auteure garantit à ces acteurs.

9. On peut penser à Emmanuel Macron par exemple.

À force de vouloir légitimer le point de vue du journaliste depuis sa position de salarié, C. Dupuy prend le risque de tomber le plus souvent dans une forme de salariat-centrisme. Or ce choix de méthode pose d'autant plus question quand on sait que la profession de journaliste constitue presque un laboratoire de la déconstruction du contrat à durée indéterminée, notamment dans les industries audiovisuelles. Autrement dit, la question du salariat reste-t-elle aussi centrale que le laisse penser C. Dupuy, dans un journalisme qui invente en permanence des formes ambiguës d'emploi, entre un au-delà et un en deçà du salariat¹⁰ ? Le parti pris d'observer le salariat journalistique est discutable à une époque où la réalité du métier est de plus en plus le produit d'une division du travail entre statuts. De ce point de vue, la focale retenue dans le choix des terrains, tous issus de la presse écrite et de ses fractions les plus légitimes/généralistes (AFP, *Le Monde*) pose particulièrement problème. L'un des apports de cette recherche pourrait être d'avoir contribué de manière originale à une étude d'un « encore là » des formes du salariat, dans un monde où l'affranchissement à leur égard, l'instabilité des contrats et la multiplication des zones grises du travail constitueraient finalement la norme.

Enfin, une dernière limite de ce livre tient sans doute à un enjeu interne à l'espace disciplinaire où il se situe. C. Dupuy adopte une position issue de la sociologie des relations professionnelles, qu'elle vient en quelque sorte durcir. Elle rejette ainsi parfois un peu hâtivement certaines approches issues d'autres courants de la discipline¹¹. Ce faisant, elle reproduit malheureusement des divisions internes à la sociologie, qui s'avère dans ce domaine étonnamment balkanisée, entre sociologie des professions, sociologie des groupes professionnels, sociologie des relations professionnelles et sociologie des médias/journalisme. Or ces divisions n'ont objectivement guère de raisons d'être sur le plan de la réalité sociale ici étudiée. Ces réserves faites, l'ouvrage apportera un éclairage utile aux lecteurs intéressés par la profession de journaliste.

10. Bureau M.-C., Corsani A. (2012), *Un salariat au-delà du salariat ?*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.

11. Par exemple quand elle écrit que « le terme média qui se situe dans une autre littérature sociologique n'est pas employé » (p. 78).